

Covid-19 : les laboratoires stars cinq ans après

Après deux années fastes, en 2021 et en 2022, Pfizer sort gagnant, quand BioNTech et Moderna sont à la peine

Printemps 2020. Alors que le monde se barricade sous la menace du SARS-CoV-2, l'industrie pharmaceutique commence une course effrénée à la recherche d'un remède au virus. Le moment est inédit. Jamais, dans un temps aussi court, autant de laboratoires, petits ou grands, sur tous les continents, ne s'étaient lancés dans une même quête. Les chances de réussite sont minces : plus de neuf candidats-médicaments sur dix échouent, en moyenne, lors de leur développement. Mais l'urgence sanitaire prévaut. Surtout, les laboratoires savent qu'en cas de succès, ils rattrapent gloire et fortune.

De fait, avec près de 8 milliards de clients potentiels et aucune solution thérapeutique à l'horizon, difficile alors d'imaginer un marché plus attrayant. Et, sans surprise, la pandémie s'est révélée extrêmement lucrative pour les industriels les plus vernis. Une brève plongée dans les comptes de Pfizer, de BioNTech et de Moderna, les trois principales vedettes de cette épopée anti-Covid-19, suffit pour en mesurer l'ampleur. Depuis 2020, les ventes de vaccins et de traitements contre le virus ont rapporté aux trois laboratoires plus de 200 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Equation économique périlleuse
L'américain Pfizer, qui s'est lancé en tandem sur le marché avec la biotech allemande BioNTech, a sans conteste emporté le plus gros du pactole. De 2020 à 2024, sa part des ventes du vaccin Comirnaty, le nom commercial du produit mis au point conjointement avec BioNTech, a fait tomber dans les caisses de Big Pharma plus de 91 milliards de dollars (près de 84 milliards d'euros), auxquels s'ajoutent 26 milliards de dollars de gains du Paxlovid, un antiviral sous forme de comprimé, destiné, en cas d'infection, à éviter les formes graves de la maladie chez les adultes présentant des risques de complications. Derrière lui, son partenaire, BioNTech, fait jeu à parts égales avec Moderna, l'un et l'autre comptabilisant chacun environ 42 milliards d'euros de chiffre d'affaires grâce aux vaccins contre le Covid-19 entre 2020 et 2025.

La pandémie a sacré ses champions. Pfizer, BioNTech et Moderna, avec leurs vaccins à ARN messenger, en sont certes les représentants les plus flamboyants,

mais ils ne sont pas les seuls. A des degrés beaucoup plus modestes, les façonniers, mandatés en renfort par les laboratoires pour la formulation et la mise en flacon des vaccins, et les fabricants de tests de diagnostic (tests PCR, antigéniques, autotests), appelés par les gouvernements à se mobiliser pour développer et produire en masse des kits de dépistage, ont, eux aussi, eu leur moment de gloire. En France, Eurofins, bioMérieux, Biosynex, AAZ ou encore NG Biotech ont ainsi vu leurs ventes de tests s'envoler au plus fort de la crise sanitaire.

Les nombreux investissements consentis par les industriels pour financer la recherche et pousser les murs des usines ont cependant également pesé lourd, rendant quelquefois l'équation économique périlleuse pour les entreprises

Les nombreux investissements consentis par les industriels pour financer la recherche ont pesé lourd

engagées dans l'aventure. Le franco-autrichien Valneva en a fait l'expérience. Approuvé en juin 2022, son vaccin anti-Covid, arrivé plus d'un an et demi après ceux de ses concurrents, a été un flop commercial. Fin 2023, le laboratoire en a finalement interrompu la vente. Sans regrets de s'être lancé dans cette course confiée au Monde, le 21 décembre 2023, son directeur

général, Thomas Lingelbach, fier « d'avoir pu développer un vaccin contre le Covid avec une technologie classique ». L'essentiel des coûts investis ayant été couvert par les acomptes non remboursables payés par les Etats qui avaient passé des précommandes au début de la pandémie, la page du Covid s'est tournée sans grand dommage financier pour le laboratoire, qui, depuis, a commercialisé le premier vaccin au monde contre le chikungunya.

Valneva n'est pas le seul à avoir jeté l'éponge face à la concurrence. Le 8 mai 2024, AstraZeneca, qui ne vendait plus aucun vaccin contre le Covid depuis 2023, a arrêté la commercialisation du Vaxzevria, disant vouloir « conclure ce chapitre ». Deux jours plus tard, Sanofi a mis un terme à la distribution de son produit maison, le

VidPrevtyn Beta. Le laboratoire tricolore n'abandonne cependant pas le marché, puisqu'il a récupéré les droits de commercialisation du Nuvaxovid, le vaccin anti-Covid de la biotech américaine Novavax, avec laquelle il collabore, par ailleurs, au développement d'un vaccin deux en un, combinant une protection contre la grippe et le Covid. Quant à Johnson & Johnson, s'il n'a pas officiellement enterré sa solution, c'est tout comme, tant les ventes sont faibles (198 millions de dollars en 2024).

Horizon incertain

La manne du Covid-19 aura toutefois été brève pour les rares industriels pharmaceutiques qui en ont profité. Après deux années folles, en 2021 et en 2022, les ventes de vaccins, de traitements et de tests sont retombées comme un soufflé, à partir de 2023, avec le déclin du nombre d'infections. En 2024, les gains combinés du Comirnaty et du Paxlovid ne représentaient plus que 11 milliards de dollars (10 milliards d'euros) pour Pfizer, soit cinq fois moins qu'à leur apogée, en 2022. Pour BioNTech et Moderna, la chute est encore plus rude : les revenus tirés du Covid ont respectivement dégringolé de 86 % et de 83 % sur la même période, et ils devraient encore diminuer en 2025.

Confronté à cette évolution du marché, Pfizer est confiant. A l'inverse de BioNTech et de Moderna, le laboratoire new-yorkais, établi de longue date, dispose d'un portefeuille de produits commercialisés vaste et diversifié lui permettant d'en limiter l'impact économique. Et s'il n'a pas encore trouvé la nouvelle martingale susceptible de redonner confiance aux actionnaires – le cours de Bourse est aujourd'hui au-dessous de son niveau d'avant la pandémie –, le groupe a posé quelques jalons afin d'assurer sa croissance ces prochaines années. Avec le trésor de guerre amassé grâce au Covid-19, il a multiplié les emplettes dans d'autres aires thérapeutiques : Arena (6,7 milliards de dollars), Global Blood Therapeutics

Avec le trésor de guerre amassé, Pfizer a multiplié les emplettes dans d'autres aires thérapeutiques

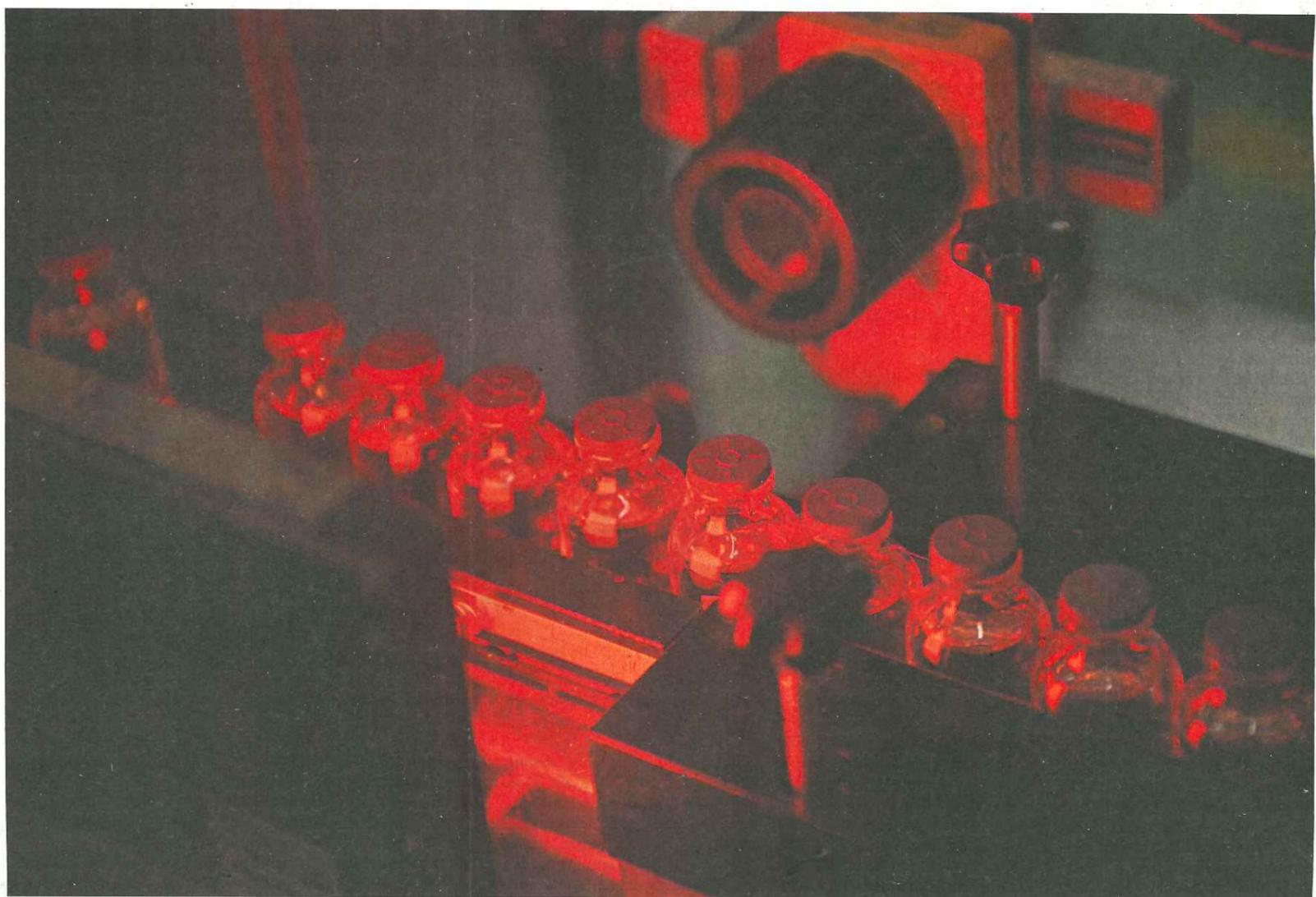
(5,4 milliards de dollars), Biohaven (11,6 milliards de dollars) et Seagen (43 milliards de dollars).

L'horizon est plus incertain pour BioNTech et Moderna, dont les revenus sont quasi exclusivement dépendants de leurs vaccins contre le Covid. Les deux pionniers de l'ARN messenger, la technologie qu'ils ont popularisée grâce à leurs vaccins anti-Covid, affichaient des pertes en 2024, malgré des trésoreries encore très confortables. L'un et l'autre s'attellent à faire avancer leurs nombreux autres programmes de recherche et développement afin de trouver de nouveaux relais de croissance.

Moderna a ainsi lancé, en 2024, un vaccin à ARN messenger contre la bronchiolite, mais celui-ci peine pour le moment à s'imposer face aux produits de ses rivaux. L'allemand BioNTech concentre notamment ses efforts sur l'oncologie, où il compte une vingtaine de candidats-médicaments en phase d'essai clinique avancée.

Si les champions du Covid souhaitent élargir leur terrain de chasse, ils n'abandonnent néanmoins pas leur marché vedette. BioNTech comme Moderna travaillent à la mise au point d'un vaccin combiné de la grippe et du Covid. Moderna prévoit, par ailleurs, de commercialiser un vaccin de deuxième génération, qui offrira une durée de conservation plus longue et permettra de le stocker dans des réfrigérateurs plutôt que dans des congélateurs afin d'en faciliter la distribution. L'autorité de santé américaine doit rendre sa décision sur ce nouveau produit le 31 mai. ■

ZELIHA CHAFFIN



Contôle de flacons du vaccin Moderna contre le Covid-19, dans l'usine Recipharm, à Monts (Indre-et-Loire), le 22 avril 2021. GUILLAUME SOUVANT/AFP

Emergence d'une Europe de l'urgence sanitaire

À CHAQUE CRISE SES LEÇONS. Celle due au Covid-19 n'échappe pas à la règle. Car si la pandémie a été l'occasion de grands moments de solidarité communautaire, allant des transferts de patients entre Etats voisins pour désengorger les hôpitaux à la négociation de contrats d'achats de vaccins par l'Union européenne (UE), elle a aussi donné lieu à quelques passes d'armes moins glorieuses entre Etats membres, notamment sur la fourniture de matériel médical en rupture de stock. Dans le tumulte de la crise, l'idée d'une Union européenne de la santé, fondée sur une préparation et une réaction communes aux crises sanitaires, s'impose alors peu à peu.

Cinq ans plus tard, la volonté commune des Vingt-Sept prend corps. Les outils de santé dont disposait l'UE ont été renforcés. En 2022, le mandat de l'Agence européenne des médicaments (EMA) a ainsi officiellement renforcé son rôle dans la préparation et la gestion des crises sanitaires, en donnant un caractère plus permanent à certaines des structures et certains des procédés de fonctionnement mis en place en urgence pendant la pandémie de Covid-19.

Sur le front des pénuries de médicaments et de matériel médical, où l'autorité est désormais chargée d'assurer une mission de surveillance et de réponse coordonnée

entre les Etats membres, elle dispose aujourd'hui de structures qui lui sont consacrées. C'est au sein de l'une d'elles qu'a notamment émergé, en 2023, le dispositif de mécanisme de solidarité volontaire, qui a permis à la France, au cours de l'été 2024, de faire en partie face à la pénurie de méthotrexate, un traitement anticancéreux, en profitant d'un partage de stocks envoyés par la Slovaquie.

Le « test » du virus monkeypox

Autre héritage de la crise due au Covid-19 : la création de l'agence européenne HERA (Health Emergency Response Authority). Inspirée du modèle de la Barda (Biomedical Advanced Research and Development Authority), aux Etats-Unis, cette structure, lancée en 2021, a pour objectif de renforcer la préparation de l'UE à la survenue d'urgences sanitaires. Dotée d'un budget de 6 milliards d'euros pour la période 2022-2027, cette dernière est chargée d'identifier les menaces potentielles et de planifier l'action de l'UE afin d'y répondre, notamment en finançant la recherche et le développement de nouveaux traitements ou la réservation de capacités de production sur des chaînes de fabrication installées en Europe.

En 2022, elle a passé son premier « test » lors de l'épidémie du virus monkeypox, en passant commande de 109 000 doses de

vaccin contre le virus à la société danoise Bavarian Nordic. Pour la première fois, le budget de l'UE est alors utilisé pour acheter directement des vaccins. Lors de la crise sanitaire, les contrats avaient bien été négociés par la Commission européenne pour le compte des Vingt-Sept, mais chaque Etat membre avait payé en prélevant sur son budget national.

Si certaines leçons de la pandémie ont été retenues, de nombreux progrès restent à faire. « On attend par exemple toujours la liste des médicaments essentiels à rapatrier sur le territoire européen », note Pascal Le Guyader, directeur général adjoint du Leem, l'association professionnelle des industriels pharmaceutiques. Une liste de médicaments essentiels a bien été publiée, mais elle tient uniquement compte de leur criticité thérapeutique, sans évaluer les risques liés à leurs chaînes d'approvisionnement. Sans cela, difficile d'évaluer les dépendances extra-européennes en matière de médicaments et de renforcer la souveraineté sanitaire du continent. « Le principal bénéfice de cette pandémie a certainement été la prise de conscience par les autorités européennes et nationales de l'importance de disposer d'une industrie du médicament forte. Ce n'était pas acquis auparavant », remarque M. Le Guyader. ■

Z.C.H.